

# Le fléau des armes à dispersion

● ● ● **Pierre-Olivier Marcoux**, Genève  
Division juridique, CICR<sup>1</sup>

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est préoccupé depuis de nombreuses années par les armes à dispersion - aussi appelées munitions à dispersion ou armes à sous-munitions. Ces armes sont des bombes, des missiles ou des obus d'artillerie qui peuvent contenir jusqu'à 650 sous-munitions. En plein vol, elles larguent leurs sous-munitions, également appelées *bombulettes*, qui s'éparpillent sur une grande surface pouvant atteindre plusieurs milliers de mètres carrés. En théorie, ces sous-munitions sont conçues pour exploser lors de l'impact. En pratique, beaucoup ne détoneront pas - les taux de ratés recensés variant entre 10 % et 30 %. De plus, les mécanismes de visées des armes à dispersion ne sont pas toujours d'une grande précision, ce qui peut les faire exploser au mauvais endroit. Chaque sous-munition non explosée crée ainsi autant de restes explosifs de guerres menaçant la population civile et contaminant le territoire.

Cette situation rend souvent impossible la poursuite d'activités économiques essentielles à la survie, à la reconstruction et au développement d'une communauté affectée et ce, plusieurs décennies après la fin du conflit.

## Historique

Les armes à dispersion ont été utilisées pour la première fois vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale et ensuite au Laos, à la fin des années '60. Selon les données disponibles, entre 9 et 27 millions de sous-munitions non explosées ont été responsables au Laos de la moitié des 11 000 morts et mutilés causés par tous les types de munitions non explosées depuis 1975. Aujourd'hui encore au Laos, les sous-munitions non explosées, employées à l'époque, continuent de blesser et de tuer des civils. Plus récemment, ces armes ont été utilisées en Erythrée et Ethiopie, en Serbie-Monténégro, en Russie dans la région tchétchène, en Afghanistan, en Irak et au Liban. A différentes échelles, la situation de ces pays est désormais similaire à celle prévalant au Laos.

Ainsi, plus les années passent, plus les problèmes humanitaires liés à l'utilisation d'armes à dispersion peu précises et avec un taux de ratés élevé augmentent, et plus la difficile tâche de nettoyage des sous-munitions non explosées devient colossale.

Par la publication d'un rapport au mois d'août 2000, le CICR avait tenté d'éveiller l'attention de la communauté internationale à ce fléau. A l'aide de données recueillies dans la région du Kosovo, en Serbie, le rapport montrait que le binôme mines antipersonnel/sous-munitions était

*L'utilisation des armes à dispersion prend de l'ampleur, tuant et mutilant des civils et condamnant des zones entières au sous-développement. La communauté internationale doit agir, et vite. Le point sur les différentes initiatives lancées depuis sept ans par le CICR et relayées depuis par d'autres organisations.*

1 • Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du CICR.

la principale cause des blessures et des pertes en vies humaines dues aux munitions non explosées. Le rapport soulignait aussi qu'à elles seules, les munitions à dispersion avaient été responsables de 36 % des 492 personnes tuées ou blessées par les munitions non explosées dans la seule année suivant la fin du conflit. De plus, il révélait que les armes à dispersion avaient causé la mort de plusieurs civils pendant les hostilités.

Avec ces données en main, le CICR avait alors appelé les Etats, dans le cadre de la 2<sup>e</sup> Conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques de 1980, à suspendre l'utilisation des armes à dispersion, en attendant la conclusion d'un accord international sur leur utilisation et leur nettoyage. Il avait également proposé une réglementation interdisant leur utilisation contre des cibles militaires situées dans des zones habitées.

Cette initiative allait mener en 2003 à l'adoption par la communauté internationale du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (ci-après Protocole V). Celui-ci est entré en vigueur le 12 novembre 2006, 6 mois après que le vingtième Etat ait manifesté son consentement à y être lié. Comme son nom l'indique, ce protocole ne s'adresse pas exclusivement aux bombes à dispersion, mais à toutes les munitions non explosées, incluant les munitions explosives abandonnées.

## Limites des règles actuelles

Si cet accord est incontestablement un pas en avant, il n'aborde qu'une partie du problème, soit les conséquences de l'utilisation des armes à dispersion (la situation post-conflit) et non leur utilisation elle-même. En effet, les dispositions

du Protocole V obligent chaque Etat partie à marquer, enlever, retirer ou détruire les restes explosifs de guerre jonchant les territoires affectés sous son contrôle, et ce dès que possible après la cessation des hostilités. En outre, il impose aux Etats parties en mesure de le faire, l'obligation d'assister et de coopérer avec les Etats affectés, notamment en mettant à disposition les informations relatives aux types de munitions utilisées et à leurs emplacements. Enfin, il impose aux Etats de prendre des mesures pour réduire les dangers pour la population civile, en attendant la destruction ou l'enlèvement des munitions non explosées. Par contre, le Protocole V ne contient aucune disposition interdisant spécifiquement certains types d'armes à dispersion ou exigeant que leur précision et leur taux de fiabilité soient accrus.

Il en résulte que l'utilisation des armes à dispersion ne demeure régie que par les règles générales du droit international humanitaire sur la conduite des hostilités. Il s'agit principalement de l'obligation de distinguer entre les combattants et les civils, ainsi qu'entre les biens à caractères civils et les objectifs militaires. Puis de la règle de la juste proportion dans les attaques, qui requiert que les effets incidents d'une attaque sur la population civile et les biens de caractère civil ne soient pas hors de proportion par rapport à l'avantage militaire direct obtenu. Enfin de la règle interdisant les attaques indiscriminées.

Lors d'utilisations massives d'armes à dispersion, telles que durant le conflit ayant fait rage au Liban en été 2006, il est apparu évident que les obligations a posteriori du Protocole V, combinées à la difficulté de pouvoir respecter les règles générales du droit international humanitaire, étaient insuffisantes pour faire face aux conséquences humanitaires désastreuses liées à leur utilisation.

Pour le CICR, le récent exemple libanais n'a fait qu'étayer les conclusions qui se dessinaient depuis plusieurs décennies : les modèles d'armes à dispersion utilisés ont généré et continue de générer des effets néfastes considérables et disproportionnés sur la population civile, liés à leur imprécision et à leur faible fiabilité. Chaque bombulette se transforme en autant d'écueils possiblement meurtriers, qui chutent et gisent au cœur des concentrations de populations civiles.

Qui plus est, outre les munitions dispersées qui affectent négativement les activités économiques, de reconstruction et d'assistance humanitaire, un nombre grandissant de cas documentés prouvent que les armes à dispersion blessent et tuent des civils non seulement après, mais aussi pendant les hostilités.

La question est claire : est-il possible d'utiliser les armes à dispersion en respectant les règles fondamentales de droit international humanitaire, à savoir les règles de la distinction, de la juste proportion dans les attaques et de l'interdiction des attaques indiscriminées ?

cises et non fiables. En attendant cette destruction, le CICR a appelé les Etats « stockeurs » à ne pas transférer ces armes vers d'autres pays.

Dans la foulée, le CICR a annoncé qu'il plaiderait en faveur d'un nouvel accord international s'adressant spécifiquement au problème des armes à dispersion. Afin de contribuer à l'identification des meilleures solutions que les Etats seront à même d'adopter, le CICR accueillera à Montreux, du 18 au 20 avril 2007, une réunion d'experts sur les défis humanitaires, militaires, techniques et juridiques posés par les armes à dispersion. Cette réunion aura pour objectif d'étudier toutes les avenues possibles permettant de réduire les effets négatifs de ces armes sur les populations civiles. Elle visera également à promouvoir une convergence des idées sur les moyens à mettre en œuvre pour arriver à des solutions préventives effectives.

*Sud Liban, équipe de nettoyage de sous-munitions non explosées*

## L'appel du CICR

Le 6 novembre 2006, une journée avant le début de la 3<sup>e</sup> Conférence de révision de la Convention sur certaines armes classiques, le CICR a officiellement demandé aux Etats de mettre en œuvre, au niveau national, les trois mesures suivantes : mettre fin immédiatement à l'utilisation des armes à dispersion imprécises et au fonctionnement imprévisible ; interdire l'emploi de toutes les armes à dispersion contre les objectifs militaires situés dans les zones habitées ; détruire leurs stocks d'armes à dispersion impré-



## Autres initiatives

Suite à l'initiative du CICR et à l'appel lancé par Kofi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations Unis, pour que des actions soient entreprises de manière urgente, d'autres initiatives se sont mises en branle.

Premièrement, un groupe de 25 Etats a lancé une initiative dans le cadre de la 3<sup>e</sup> Conférence de révision de la Convention sur certaines armes classiques (7-17 novembre 2006) visant à développer des nouvelles règles pour éliminer les conséquences des armes à dispersion sur les populations civiles. Malheureusement, ce projet n'a pas reçu l'appui des grandes puissances et la Conférence d'examen n'a décidé que de poursuivre, de manière urgente, les travaux du groupe d'experts gouvernementaux. Ce groupe d'experts aura pour tâche de considérer l'application et la mise en œuvre des règles de droit humanitaire existantes concernant les munitions ayant tendance à générer un haut taux de restes explosifs de guerre, en se focalisant tout particulièrement sur les armes à dispersion. Il se réunira à Genève, du 19 au 22 juin 2007. Il considérera, entre autres, les résultats des discussions du groupe d'experts conviés par le CICR.

En parallèle, la Norvège a invité à Oslo, les 22 et 23 février passé, les Etats intéressés à explorer des solutions effectives et rapides aux problèmes humanitaires liés aux armes à dispersion. Etaient présents, 48 Etats, quelques agences onusiennes, de nombreuses ONG, ainsi que le CICR. On soulignera au passage l'absence de grandes puissances, telles que les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie. La Conférence à Oslo s'est achevée par une déclaration à laquelle se sont associés 46 Etats - dont l'Allemagne, la France, la Suisse et le Royaume-Uni -

s'engageant à conclure, au plus tard en 2008, un traité international juridiquement contraignant. Il interdirait l'utilisation, la production, le transfert et le stockage d'armes à dispersion qui causent des dommages inacceptables aux civils. Ce traité établirait aussi un cadre de coopération et d'assistance assurant la fourniture de soins et la réhabilitation des survivants et de leurs communautés, le nettoyage des zones contaminées, l'éducation aux risques et la destruction des stocks d'armes à dispersion interdites.<sup>2</sup> En attendant le règlement durable de ce problème humanitaire, en coopération avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR continue son travail préventif dans les communautés affectées, qui passe par la récolte de données et par l'éducation et la réduction des risques. Il assiste également et procure des services chirurgicaux aux victimes des restes explosifs de guerre et il supporte les services de premiers soins, souvent dirigés par les Sociétés nationales. Il dirige enfin des centres de réhabilitation physique pour les mutilés dans plus de 20 pays.

Le CICR rappelle toutefois qu'il y a urgence : après de trop nombreuses années d'atermoiements et de tergiversations, l'heure ne peut être qu'à la discussion constructive et à l'action effective. Aussi appuie-t-il toutes les mesures et initiatives, nationales et internationales, qui apporteront une meilleure protection pour les populations civiles, que cela passe par l'élaboration de solutions techniques, légales ou militaires.

**P.-O. M.**

2 • Les Etats réunis à Oslo ont convenu de poursuivre leur travail à Lima, en mai 2007, à Vienne, à l'automne 2007, ainsi qu'à Dublin, au début 2008. La Belgique a également annoncé son intention d'organiser une conférence régionale sur le sujet.